

Marie-Christine Steckel-Assouère

Maître de conférences hors classe en droit public

Habilité à diriger des recherches - Université de Limoges
(OMIJ - UR 14476)

Courriel : marie-christine.steckel@unilim.fr



Liste des publications :

- 3 ouvrages scientifiques individuels :

1. *Les finances publiques en schémas*, 2nde édition, Ellipses, 12 mars 2024, 135 p.
2. *L'essentiel des finances publiques communautaires, Regards croisés sur les finances communautaires et françaises*, 2^e édition, Gualino, Les Carrés, 2007, 151 p.
3. *Le Conseil constitutionnel et l'alternance*, LGDJ, collection Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, Tome 106, 2002, 398 p. (Version publiée de la thèse de doctorat en droit public).

- 3 directions d'ouvrages scientifiques collectifs :

4. *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, 2021, 265 p. (Publié en coréen en 2023)
5. *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, Actes du colloque de Limoges, préface de Jean-Marie Pontier, L'Harmattan, 2016, 310 p.
6. *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, Actes du colloque international de Lorraine, préface de Gérard Marcou, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, 487 p.

- 25 contributions à des ouvrages scientifiques collectifs et des mélanges :

7. « La portée limitée du droit à l'information et à la participation des élus locaux » avec MULLER-QUOY (I.), in CROUZATIER-DURAND (F.), DONIER (V.), *Réflexions sur le statut de l'élu local*, IFDJ, 2024, p. 221-235.
8. « Le mythe des contrôles financiers exercés a posteriori sur les actes des collectivités territoriales depuis la loi du 2 mars 1982 », in KADA (N.), *Dossier thématique les 40 ans de la loi du 2 mars 1982 du Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT)*, 2022, p.153-159.
9. Avec MULLER-QUOY (I.), « Un pouvoir accru de représentation et de décision des femmes élues dans les collectivités territoriales et les intercommunalités »*, in FAURE (B.), LE ROUX (M.), LONG (M.), *Les collectivités territoriales et les femmes*, Berger-Levrault, (colloque du 12 mars 2021) juin 2022, p.83-97.
10. « La décentralisation financière dans les 40^e rugissants », in TOUZEIL-DIVINA (M.), CROUZATIER-DURAND (F.), *40 regards sur 40 ans de décentralisation(s)*, éditions l'Epitoge, mars 2022, p.205-212.
11. « La revitalisation urbaine face à la Covid-19 » in STECKEL-ASSOUERE (M.-Ch.), (dir.), *Résurrection des villes face à la Covid-19 : opportunités de la revitalisation et la régénération urbaine*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, avril 2021, p. 125-137.
12. « La transformation des faiblesses en force » in STECKEL-ASSOUERE (M.-Ch.), (dir.), *Résurrection des villes face à la Covid-19 : opportunités de la revitalisation et la régénération urbaine*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, avril 2021, p. 25-43.
13. « Les nouvelles stratégies financières des régions », in CHICOT (P.-Y.), OBERTAN (P.), (dir.), *La régionalisation à l'aune de l'évolution législative de la décentralisation : Méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, L'Harmattan, février 2021, p. 71-88.
14. « L'adaptation des règles budgétaires, fiscales et financières des collectivités territoriales pendant l'état d'urgence sanitaire », in PAULIAT (H.), NADAUD (S.), (dir.), *La crise de la covid-19. Comment maintenir l'action publique ?* LexisNexis, 2020, p. 159-172.

15. « Les enjeux des réformes territoriales pour les bibliothèques de lecture publique », in PICARD (David-Georges), (dir.), *Les bibliothèques dans les mutations territoriales*, Éditions du Cercle de la librairie, 2019, p. 27-42.
16. « Enjeux et impacts des finances locales sur la pertinence du partage de la compétence tourisme »*, in SPINDLER (J.), FABRY (N.), (dir.), *Le tourisme : un domaine de compétence partagé*, L'Harmattan, 2018, p. 57-76.
17. « L'apport doctrinal du professeur Marcou au droit comparé des collectivités territoriales en Europe », in PERROUD (T.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Gérard Marcou*, Institut de recherche juridique de la Sorbonne, décembre 2017, p. 403-413.
18. Rédaction de deux notices : « budget » et « contrôle de gestion », in KADA (N.), PASQUIER (R.), COURTECUISSÉ (C.), AUBELLE (V.), (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2017, p. 115-119 et p. 310-312.
19. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'adaptation des finances locales »*, in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, L'Harmattan, 2016, p. 77-97.
20. « Les relations de cohabitation consensuelle et conflictuelle entre les nouvelles grandes régions et les communautés d'agglomération », in NEMERY (J.-C.), (dir.), *Quelle organisation pour les grandes régions en France et en Europe ?* L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2015, p.171-177.
21. « Le tabou de l'autonomie financière locale : Le consensus autour d'un abus de langage », in KADA (N.), (dir.), *Les tabous de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2015, p. 327-343.
22. « Le Conseil constitutionnel aux prises des dernières alternances présidentielles et législatives », in BIOY (X.), CABANIS (A.), (dir.), *Le pouvoir, mythes et réalité, Mélanges en hommage à Henry Roussillon*, Tome II, Presses de l'Université Toulouse I Capitole, 2014, p. 1115-1125.
23. « *Quid de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ?* »*, in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, p. 97-114.
24. Rédaction de douze notices : « Audit, efficacité, efficience, gestion des ressources humaines, management, modernisation, modernisation de l'action publique, performance, pilotage, qualité, rentabilité et révision générale des politiques publiques », in KADA (N.), MATHIEU (M.), (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Presses universitaires de Grenoble, coll. CERDHAP, 2014, p. 41-42, 182-185, 244-245, 309-310, 328-330, 372-373, 376-377, 407-408, 431-432 et 442-443.
25. « L'histoire des chambres régionales des comptes de 1982 à 2012 : Chronique de contrôleurs contrôlés », in CARLES (J.), GUIGNARD (D.), REGOURD (S.), (dir.), *La décentralisation 30 ans après*, LGDJ, coll. Travaux de l'Institut fédératif de recherche en droit, 2013, p. 117-129.
26. « Le bloc communal : pivot fragile de la démocratie de proximité et de l'autonomie financière »*, in CHICOT (P.-Y.), (dir.), *Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Dalloz, « Thèmes et commentaires », 2013, p. 111-130.
27. « L'adaptation des règles budgétaires et financières de l'Union européenne : D'une flexibilité incertaine des principes à une certaine responsabilité des acteurs », in BLANQUET (M.), DUSSART (V.), DE GROVE VALDEYRON (N.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Joël Molinier*, LGDJ, 2012, p. 633-645.
28. « L'autonomie financière locale altérée »*, in REGOURD (S.), CARLES (J.), GUIGNARD (D.), (dir.), *Réformes et mutations des collectivités territoriales*, L'Harmattan, coll. GRALE, 2012, p. 187-205.
29. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états »*, in KADA (N.), (dir.), *De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Presses Universitaires de Grenoble, 2011, p. 51-61.
30. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? »* avec David CARASSUS, in HASTINGS-MARCHADIER (A.), (dir.), *La performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, LGDJ, coll. Décentralisation et Développement local, 2011, p. 235-249.
31. « Du pouvoir de mourir au devoir de vivre »*, in REDH, *Technique et droits humains*, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2011, p. 189-199.

- 18 articles publiés par des revues scientifiques reconnues :

32. « *Finances publiques locales : les conclusions alarmantes de la Cour des comptes* », *AJCT*, septembre 2024, p. 458.
33. « *Inconstitutionnalité des règles dérogatoires de contribution au FPIC de la Métropole du Grand Paris* », Note sur Conseil constitutionnel, 25 avril 2024, n° 2024-1085 QPC - *Commune de Saint-Cloud*, *AJCT*, juillet-août 2024, p.431.
34. « *L'autonomie financière locale traverse les 40^{es} rugissants* », *Pouvoirs locaux*, n°121, 2022, p.88-96.
35. « *Le retour de l'état départemental ?* », *Actualité juridique – Collectivités territoriales*, 2022, p.248-252.
36. « *Perspectives positives de la différenciation territoriale à droit constitutionnel constant* », *Revue politique et parlementaire*, n°1093, 2019, p. 178-192.
37. « *Des transpositions déséquilibrées entre le droit des finances publiques des États membres et celui de l'Union européenne* », *Revue de l'Union européenne*, n°622, 2018, p. 628-633.
38. « *La concrétisation de la transparence et la responsabilité financières par la loi NOTRe du 7 août 2015* »*, *Revue générale des collectivités territoriales*, n° 58, 2016, p. 18-23.
39. « *Le nouveau contexte budgétaire et financier des collectivités territoriales* », *Les Cahiers français*, n°391, 2016, p. 38-42.
40. « *Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne* »*, *Revue française de finances publiques*, 2013, n° 121, p.63-82.
41. « *La réorganisation territoriale par la recentralisation financière* »*, *Politeia*, n° 22, 2012, p. 57-67.
42. « *Mythes et réalités de la solidarité financière entre CT*»*, *Revue Lamy des collectivités territoriales*, n° 85, 2012, p. 57-58.
43. « *La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne* »*, *L'Actualité juridique : droit administratif*, n° 34, 2012, p. 1890-1897.
44. « *Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne* »*, *Revue française de finances publiques*, n° 114, 2011, p. 175-188.
45. « *Un pouvoir fiscal local en trompe-l'œil* »*, *Revue française de droit constitutionnel*, 2005, n° 61, p. 19-33.
46. « *Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel*»*, *L'Actualité juridique : droit administratif*, 2004, n° 42, p. 2316-2322.
47. « *Réflexions autour de la notion de controverse constitutionnelle* »*, *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2004, n° 2, p. 415-440.
48. « *Plaidoyer pour une dépénalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux* »*, *Revue de la recherche juridique, Droit prospectif*, 2002, n° 1, p. 427-447.
49. « *L'interdiction du cumul des mandats* »*, *La Revue administrative*, 2000, n° 913, p. 76-89.

- 1 fascicule :

50. « *La taxe d'habitation* », *Collectivités locales, Encyclopédie juridique Dalloz*, 2017, 3^e édition, n° 7830, p. 1-39 (1^{re} édition publiée en 2006 et 2^{ème} édition publiée en 2012).

- 1 rubrique annuelle à titre de seule auteure pour la chronique d'une revue scientifique reconnue :

51. Rubrique « *Finances et fiscalité* », in BLANC (D.), (dir.), *Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union »*, *Revue du droit de l'Union européenne*, 2020/2-3, p. 62-74.
52. Rubrique « *Finances et fiscalité* », in BLANC (D.), (dir.), *Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union »*, *Revue du droit de l'Union européenne*, 2019/1, p. 129-146.

- 10 articles publiés par des revues universitaires ou professionnelles :

53. « *Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL*», *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n°7-8, juillet-août 2017, p. 518-522.
54. « *Les bénéfices de la pragmatique révision de la valeur locative des locaux à usage commercial ou professionnel* », *Gestion et Finances publiques*, 2014, n°11-12, p. 67-72.

55. « Les EPCI, fossoyeurs des communes ? », *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n° 10/2013, p. 651-654.
56. « La réforme du règlement financier du budget européen », *Gestion et Finances publiques*, n°11, 2013, p. 32-35.
57. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », *Revue Geodoc*, n°59, 2014, p. 69-7
58. « La QPC en droit fiscal : Quête perpétuelle des contribuables pour renforcer leurs droits et garanties », *Gestion et Finances publiques*, 2011, p. 844-846.
59. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions », *Annales de l'université Toulouse I Capitole*, 2010-2011, p. 51-74.
60. « Les nouvelles relations financières entre l'État et les collectivités territoriales françaises au prisme de la jurisprudence constitutionnelle », *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°10, p. 719-722.
61. « Le paradoxe du modèle nordique de performance publique : La construction d'un modèle en déconstruction » avec Christophe FAVOREU, *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°7, p. 517-520.
62. « La performance publique en France : Un jeu d'influences croisées entre le national et le local », *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°6, p. 420-423.

- 33 communications dans des colloques ou congrès dont 21 publiées :

- 1 communication dans un colloque international organisé en Belgique :

63. « La régulation budgétaire dans les pays membres de l'UE 27 », *Colloque international sur le pilotage macro-budgétaire des finances locales*, Bruxelles, Belgique, 25/06/2008.

- 5 communications dans des colloques internationaux organisés en France :

64. « Quid de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ? », *Colloque GRALE-CNRS, AdCF (Assemblée des Communautés de France), IRENEE (Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation et de l'État) intitulé « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité »*, Université de Lorraine, Nancy, 30-31/05/2013.
65. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne », *Colloque FONDAFIP (Association pour la Fondation internationale de Finances Publiques) et AFIGESE (Association Finances Gestion Évaluation des collectivités territoriales) sur l'autonomie financière des collectivités locales en Europe*, Paris, 27/06/2012.
66. « Mythes et réalités de la solidarité financière », *Colloque DCS (Droit et Changement Social) et CENS (Centre Nantais de Sociologie) sur les variables de l'intercommunalité Coopération, rationalité, solidarité*, Université de Nantes, 8/06/2012.
67. « L'autonomie financière locale altérée », *Colloque IDETCOM (Institut du Droit de l'Espace, des Territoires et de la Communication) sur les réformes et les mutations des collectivités territoriales et de l'action locale*, Université Toulouse I Capitole, 21-22/10/2010.
68. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne », *Colloque EUROPA (Entretiens universitaires réguliers sur l'Administration en Europe) sur la culture et politiques publiques culturelles en Europe : Quelles valeurs à préserver en temps de crise ?* Université de Limoges, 20/11/2009.

- 26 communications dans des colloques nationaux organisés en France :

69. « L'autonomie financière locale dans les 40^{èmes} rugissants », *Colloque sur les alliances territoriales : quelle efficacité pour la qualité et la proximité de nos services publics ?*, Juillan, 16-17/02/2023.
70. « La situation des finances locales », *Les journées de l'actualité de l'action publique locale*, Université de Nice, 2/06/2022
71. Avec MULLER-QUOY (I.), « Un pouvoir accru de représentation et de décision des femmes élues dans les collectivités territoriales et les intercommunalités », *Colloque sur les femmes et les collectivités territoriales*, Faculté de droit de Nantes et d'Angers, 11-12/09/2021.
72. « Réformes et mutations territoriales : repères chronologiques et problématiques juridiques »,

Journée d'études sur les leçons de la décentralisation : Territoires et dynamiques organisationnelles, Sciences Po Rennes, 19/05/2021.

73. « Bilan et perspectives en demi-teinte pour les intercommunalités XXL au prisme de la loi NOTré », Webinaire sur l'intercommunalité organisé par la Cour des comptes, 12/02/2021.
74. « Les nouvelles stratégies financières des régions », *Colloque sur la nouvelle régionalisation : méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 4-5/10/2017.
75. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL », Colloque Université d'Angers/GRALE-CNRS/AdCF/INET/CNFPT, sur « Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL », Université d'Angers, 15-16/03/2017.
76. « Les évolutions de la compétence tourisme : Impacts et enjeux liés aux finances locales », Colloque CREAM/KPMG Secteur public sur « Les évolutions de la compétence tourisme : cadres de mise en œuvre et enjeux stratégiques pour les territoriales », Université de Montpellier, 27/01/2017.
77. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'évolution des finances locales », Colloque GRALE-CNRS, AdCF, OMIJ sur « la recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles », Université de Limoges, 4-5/12/2015.
78. « La transparence et la responsabilité financières », Journée d'études « la réforme territoriale : pour quoi faire ? », École de droit de l'Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 23/11/2015.
79. « Les EPCI, fossoyeurs des communes? », *Colloque Les collectivités territoriales en neuf questions*, Université de Picardie, Amiens, 3/10/2013.
80. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », Séminaire sur l'intercommunalité en mouvements, Université Toulouse II, 01/06/2012.
81. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne », *Séminaire sur la laïcité en Europe*, Université Toulouse I Capitole, Montauban, 25/04/2012.
82. « Le bloc communal : pivot fragile de la proximité et de l'autonomie financière », *Colloque CRPLC- GRALE (Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe) sur la Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 15-16/12/2011.
83. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière », *8^e Congrès français de droit constitutionnel*, Faculté de droit de Nancy, 16-18/06/2011.
84. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états »*, *Colloque GRALE-CERDHP (Centre d'Études et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publiques) intitulé De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Université de Grenoble, 18-19/11/2010.
85. « Du pouvoir de mourir au devoir de vivre en Europe », *Colloque OMIJ (Observatoire sur les Mutations Institutionnelles et Juridiques) sur les nouvelles technologies et le droit de la CEDH*, Université de Limoges, 20-23/04/2010.
86. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? » avec David CARASSUS, *Colloque DCS sur la performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, Université de Nantes, 25-26/06/2009.
87. « Les spécificités du modèle nordique de gestion de la performance publique locale », avec Christophe FAVOREU, *V^e Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, organisé avec le soutien du Conseil de l'Europe, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11/06/2009.
88. « Les spécificités du modèle anglo-saxon de gestion de la performance publique locale » avec Marcel GUENOUN, *V^e Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11/06/2009.
89. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions : Réforme du cumul ou cumul des réformes », *Colloque CERCP (Centre d'Études et de Recherches Constitutionnelles et Politiques) sur le rapport Balladur*, Université Toulouse I Capitole, 5/05/2008.
90. « Les incidences des principes lolfiens sur les collectivités territoriales », *III^e Workshop Ville Management*, Université de Pau et des pays de l'Adour, 28/06/2007.
91. « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel », *Colloque CERCP sur les nouveaux objets du droit constitutionnel*, Université Toulouse I Capitole, 29/04/2004.
92. « Les moyens de la controverse constitutionnelle », *V^e Congrès de l'Association française des constitutionnalistes*, publication numérique des actes, Université Toulouse I Capitole, 6-8/06/2002.

93. « La dépénalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux », *Journée d'études CERCP sur la décentralisation*, Université Toulouse I Capitole, 26-27/4/2001.
94. « Réflexions sur la réforme du cumul des mandats : un second souffle pour la V^e République », *Colloque CERCP sur les 40 ans de la Constitution*, Université Toulouse I Capitole, 5/11/1998.

- 4 communications dans des congrès organisés par l'AMF, l'INET et le CNFPT :

95. « L'autonomie financière locale dans les 40^{èmes} rugissants », Congrès des maires de l'Ariège, Foix, 15/10/2022.
96. « Loi 3Ds : dernier round technique ou jalon vers une nouvelle étape de décentralisation », Webinaire de la Gazette des communes, 15/02/2022
97. « La péréquation en France et en Europe », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 7-8/12/2011.
98. « Mécanismes de péréquation en Allemagne et en Espagne », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 3-4/12/2008.
99. « Les relations financières État - collectivités locales en Europe », *Entretiens territoriaux de* Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 5 - 6/12/2007.

- 12 interviews publiés :

100. Interview pour Stéphanie Barrat et Franck Lagier sur les indemnités des parlementaires et des élus locaux, « Guérin et Maudet lâchent les sous », *Le Populaire du centre*, 7/02/2026.
101. Interview pour Franck Lagier sur le cumul des indemnités, « L'argent doit être mieux réparti », *Le Populaire du centre*, 25/01/2025.
102. Interview par Yannick Campo, « Il faut intégrer davantage les spécificités locales », *Le Petit Bastiais*, 25-31/05/2020, p. 3 et 11.
103. Interview par Coralie Donas, « Contrat de finances », *La lettre du cadre territorial*, 27/03/2020
104. Tribune « Jusqu'où pousser la différenciation territoriale ? », *Acteurs publics*, 4/12/2019
105. Interview par Lucie ALEXANDRE, "Charte européenne de l'autonomie locale : les jacobins font de la résistance", *Gazette des communes*, 5/04/2019 et sur
106. Interview par Bastien SCORDIA, « Ce couple régions/intercommunalités qui doit faire ses preuves », *Acteurs publics*, 4/10/2018,
107. Interview par Félicité de MAUPEOU, « Le département en sursis », *L'abécédaire des institutions*, Hors-série : Réforme territoriale. La France XXL, 07-08/2016, p. 20
108. Interview par Pierre CHEMINADE, « Encadrement de la dépense des collectivités : l'exception française ! », *La Gazette des communes*, 11/04/2016,
109. Interview par Pablo AIQUEL, "Intercos XXL : les nouveaux périmètres, à quel prix ?", *Courrier des Maires*, janvier 2016.
110. Interview par Camille PONS, « Réforme territoriale : un surcoût lié à des structures créées pour assurer de la cohérence », *Touteduc*, 10/08/2015.
111. Interview par Sandrine TROUVELOT, « Millefeuille territorial, c'est encore pire qu'on ne l'imagine », *Magazine Capital*, juin 2014, n°273, p. 90-92.

- 4 invitations ou interview pour des émissions de télévision et de radio :

112. JT FR3 Limousin, « Les finances des collectivités territoriales », 11/11/2024.
113. Émission de télévision sur l'intercommunalité : « Invitée de Grand Paris, face à Jérôme Guedj, avec Caroline Brun », BFM BUSINESS, 24/05/2014.
114. Émission de radio sur la réforme territoriale : « Le journal de 8h », FRANCE CULTURE, 12/05/2014.
115. Émission de télévision sur la parité, « Les droits des femmes », TLT Télé Toulouse, 5/03/2002.